

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre

Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et

Guichet unique ICPE

58-2017-12-18-002

ARRÊTÉ

mettant en demeure la société RHODIA OPERATIONS de respecter, dans ses installations sises à CLAMECY, différentes dispositions des arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 modifié, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511, et du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1 et suivants, L.181-14, L.181-16, L.511-1, L.512-1, L.512-5, L.514-5, L.514-6 ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 et particulièrement l'article 43 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 modifié, autorisant la société RHODIA OPERATIONS à exploiter une installation de chimie fine sur la commune de CLAMECY ;
- VU le courrier de demande de recours temporaire aux moyens des services d'incendie et de secours, en date du 12 décembre 2012 ;
- VU le courrier de demande de bénéfice d'antériorité adressé à Monsieur le Préfet de la Nièvre, en date du 14 décembre 2015 ;

.../...

- VU** la version du Plan d'Opération Interne (POI) applicable à la date du 20 juin 2017 ;
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 20 juin 2017 ;
- VU** la réponse de l'exploitant relative au projet d'arrêté de mise en demeure formulée par courrier du 28 septembre 2017 au cours de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises par RHODIA OPERATIONS en matière de lutte contre l'incendie ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 et ne démontrent pas l'adéquation des moyens humains, organisationnels et techniques mis en place vis-à-vis des différents scénarios d'incendie de liquides inflammables envisagés dans le Plan d'Opération Interne du point de vue du délai d'arrivée sur place d'une personne apte, formée et autorisée ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises par RHODIA OPERATIONS en matière de Système de Gestion de la Sécurité (SGS) n'ont pas permis de mettre en évidence l'inadéquation des procédures vis-à-vis de plusieurs exigences de l'arrêté du 3 octobre 2010 et en cela ne répondent pas à l'annexe I du paragraphe 7 de l'arrêté du 26 mai 2014 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Système de Gestion de la Sécurité

La société RHODIA OPERATIONS, dont le siège est situé 40 rue de la Haie-Coq à AUBERVILLIERS (93306), exploitant une installation de chimie fine, quai Saint-Roch, sur la commune de CLAMECY, est mise en demeure, sous trois mois, de mettre en place les actions correctives adaptées permettant de mettre en conformité son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) avec l'attendu du paragraphe 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014.

Article 2 - Lutte contre l'incendie

La société RHODIA OPERATIONS est mise en demeure, sous trois mois, de régulariser sa situation vis-à-vis des délais définis à l'article 43-2-4 de l'arrêté du 3 octobre 2010.

Article 3 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux articles précités, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Articles 4 – Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de CLAMECY et tenue à la disposition du public.

Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions du présent arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

.../...

Article 5 - Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1. par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la Préfecture de la Nièvre, prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1 et au 2.

Article 6 - Exécution

Une copie du présent arrêté, notifié par voie administrative à M. le Directeur de la société RHODIA OPERATIONS, sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Sous-Préfet de CLAMECY,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Délégué territorial de l'agence régionale de santé,
- M. le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du bureau des sécurités de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. l'adjoint à la responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne- Franche-Comté, antenne de Nevers,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à Nevers, le **18 DEC. 2017**

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI



